

Rwanda

FRFR

FRA0549 4 I 0353 FRA /AFP-IR73

France-Rwanda

Le président du Rwanda souhaite accélérer le processus électoral

PARIS, 11 oct (AFP) - Le président du Rwanda Juvénal Habyarimana a déclaré, lundi soir à Paris, qu'il souhaite que des élections soient organisées avant 1995, date prévue par les accords d'Arusha, signé le 4 août avec l'opposition armée du Front patriotique rwandais (FPR).

"Il serait sage de ne pas attendre 22 mois pour organiser des élections. Il faudrait les étaler pour que ces élections ne se bousculent pas vers la fin", a-t-il dit lors d'une conférence de presse.

Les accords d'Arusha prévoient que des élections locales, parlementaires et présidentielles se tiennent à l'issue du processus de transition.

Le président Habyarimana n'a pas dit s'il serait candidat pour un nouveau mandat.

Le chef de l'Etat rwandais a souligné qu'une des principales tâches des 2.500 hommes de la force de sécurité (MINUAR), que le Conseil de sécurité des Nations Unies a décidé de dépêcher au Rwanda, sera de permettre l'organisation de ces élections.

Celles-ci seront notamment conditionnées par la démobilisation de l'armée gouvernementale et des forces du FPR, qui devront former une armée unique de 13.000 hommes.

Les entretiens du président Habyarimana à Paris ont notamment porté sur les moyens "d'améliorer la coopération" avec la France, a-t-il indiqué. "Il faut notamment assurer le retour de 350.000 personnes déplacées (par la guerre civile) dans leurs biens".

Le président a également évoqué les problèmes de réinsertion et d'accueil posés par les réfugiés vivant à l'étranger et estimés à près de 2 millions.

M. Habyarimana avait été reçu auparavant par le président François Mitterrand qu'il a remercié pour l'aide apportée par la France. Quelque 300 soldats français sont stationnés au Rwanda, d'où ils se retireront lorsque la force de l'ONU se déploiera.

Le président rwandais avait indiqué qu'avec M. Mitterrand et les ministres des Affaires étrangères, Alain Juppé, et de la Coopération, Michel Roussin, il avait évoqué l'aide française à la "relance de l'économie" de son pays.

m1/mst

AFP 112144 OCT 93